

France 3: la rédaction nationale se sent dans le collimateur du gouvernement

PARIS (AFP) - "On a le fusil braqué sur nous". A quelques jours de l'examen au Parlement du projet de loi sur l'audiovisuel public et d'une grève, les salariés de France 3 se sentent en ligne de mire, craignant surtout pour l'avenir de leur rédaction nationale en dépit des assurances de leur direction.



Un journaliste reporter d'images de France 3 (groupe France Télévisions) filme sur le site de Météo France, le 20 octobre 2008 à Toulouse (© AFP - Eric Cabanis)

Avec ses 6.000 salariés dont 1.600 journalistes, 24 bureaux d'informations régionaux et 111 journaux locaux, régionaux et nationaux par jour, France 3 possède la plus grande rédaction de France.

"On a le fusil braqué sur nous car c'est nous qui pesons le plus lourd", estime Carole Petit, secrétaire générale du SNJ de France 3.

Le projet de nouveau cahier des charges et des missions de France Télévisions, rendu public le 10 novembre par le gouvernement, cristallise les inquiétudes sur la rédaction nationale et ses 200 journalistes.

Dans ce document, qui doit entrer en vigueur en janvier 2009, l'Etat actionnaire fait part de ses souhaits sur la programmation des chaînes. Or dans la nouvelle formulation, "le terme +d'information nationale+ a disparu", relève Claude Gueneau, journaliste SNJ-CGT au service économique et social.

France 3 y est définie comme une chaîne qui "s'attache à développer l'information régionale et locale et à accroître le nombre d'éditions de proximité".

"C'est très flou", regrette Yann Fossurier, vice-président de la SDJ et reporter au service société.

Le scénario redouté serait une fusion avec la rédaction de France 2 pour éviter les "doublons" et réaliser les économies nécessaires.

Vendredi, le président de France Télévisions Patrick de Carolis a néanmoins tenu à réaffirmer que les rédactions nationales de France 2 et France 3 seraient maintenues.

Mais les syndicats et la SDJ voudraient voir ses garanties inscrites noir sur blanc dans le cahier des charges.

Certains salariés de la chaîne estiment par ailleurs que le président Nicolas Sarkozy a "France 3 dans le nez". "Sarkozy a toujours l'impression d'avoir été mal traité par la 3, comme l'a montré sa colère contre un technicien en juin... On a une image d'indépendance, on ne serait pas assez aux +ordres+", commente un salarié.

"On entend aussi souvent certains députés dire qu'on est trop nombreux sur des reportages, qu'une seule télévision publique suffit", affirme le responsable de la SDJ.

Pour Claude Gueneau, "la démocratie a besoin de plusieurs journaux sur la télévision publique: nous n'avons pas le même regard qu'à France 2, c'est la spécificité du Figaro par rapport au Monde".

La force de France 3 réside dans l'articulation, unique en France, entre information locale, régionale, nationale et internationale, font-ils valoir.

"L'information régionale dépend de l'information nationale. Si on coupe le tronc, ça n'intéressera plus personne", analyse Carine Azzopardi, journaliste au service économique.

"C'est cette déclinaison qui nous distingue des télévisions locales privées. Nos téléspectateurs peuvent savoir ce qui se passe à côté de chez eux comme au bout du monde", renchérit Marc Saikali, directeur régional de France 3 Corse.

Les JT de la chaîne (12-13 et 19-20) réalisent d'ailleurs de très bonnes audiences: l'édition nationale présentée par Audrey Pulvar a rassemblé près de 5 millions de téléspectateurs la semaine du 10 novembre.

"A court terme, ces audiences nous protègent car la case d'avant 20h00 va être cruciale pour les recettes publicitaires", à partir du 5 janvier 2009, se rassure la SDJ.